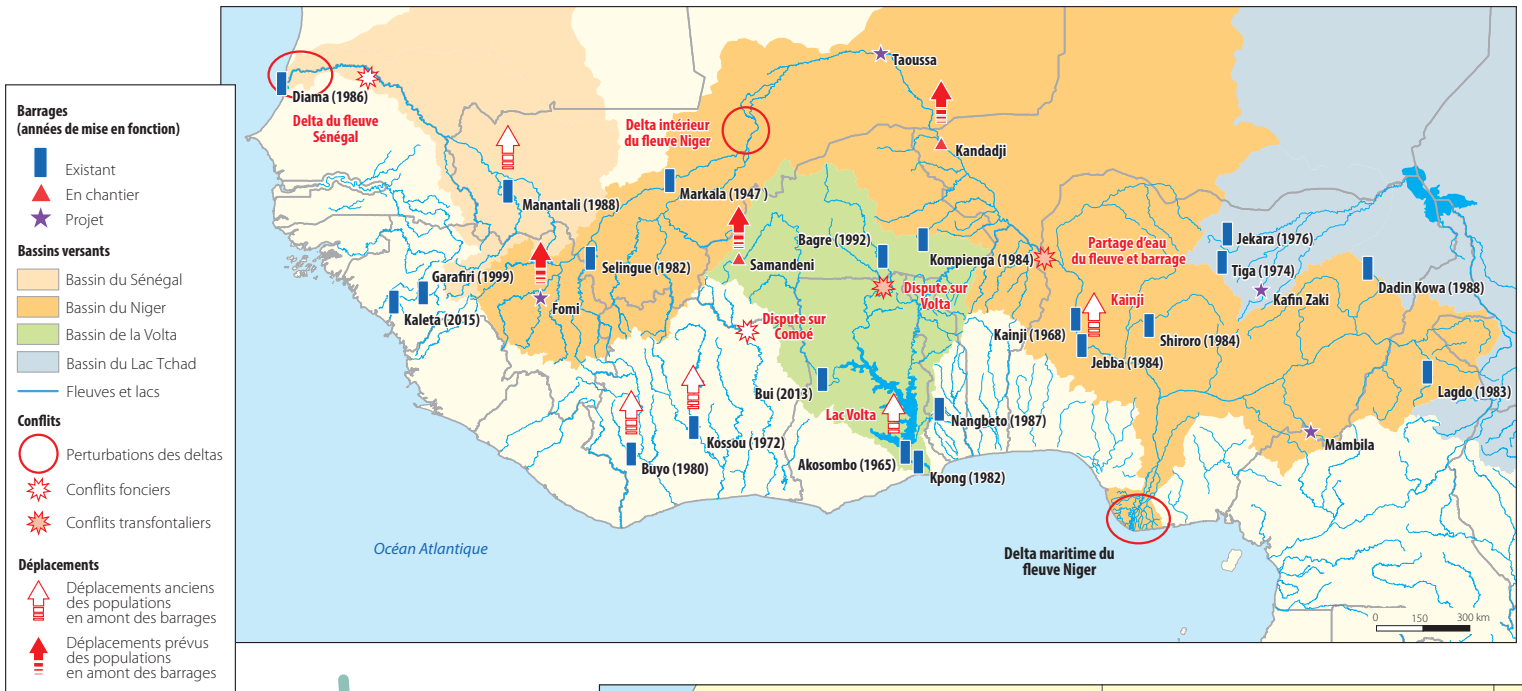


C53. Barrages hydrauliques, conflits et risques de conflits liés à l'eau en Afrique de l'Ouest

Source : Cirad (voir note page 70)



C54. Les systèmes de production agricole irrigués en Afrique de l'Ouest

Source : Cirad (voir note page 70)



# L'EAU, UNE RESSOURCE ENCORE PEU MAÎTRISÉE EN AFRIQUE DE L'OUEST

**L'Afrique de l'Ouest est relativement bien dotée en grands fleuves. L'irrigation et l'hydro-électricité s'y développent mais on reste loin des potentiels. Les marges de manœuvre existent pour répondre à la demande alimentaire et énergétique des populations et d'économies en forte croissance. Les agences de bassin internationales devraient permettre de coordonner les efforts et de limiter les conflits.**

## • Un potentiel peu exploité et des demandes croissantes

L'Afrique de l'Ouest regroupe des zones climatiques variées allant des franges du Sahara au Golfe de Guinée. La forte fluctuation des précipitations au cours du 20<sup>ème</sup> siècle est à l'origine de plusieurs graves crises alimentaires. Pour le futur, les prévisions climatiques restent hésitantes : la plupart des modèles prévoient une légère augmentation des pluies qui ne compensera pas une évaporation en hausse due à des températures plus élevées.

Les eaux de surface et souterraines sont relativement abondantes dans la région. Sa partie sud, plus humide, souffre d'inondations et les aquifères y sont relativement productifs. Dans sa partie nord, bien plus aride, les fleuves Sénégal, Niger, Volta et Chari ont permis de soutenir de fortes densités de population grâce aux pâturages inondés, aux cultures de submersion, de décrue et irriguées, et à la pêche. Ces fleuves sont en cours de régulation par des barrages et devraient pouvoir mieux répondre à une demande en forte croissance.

Car en effet, malgré des différences nationales notables, l'évolution démographique des 15 Etats d'Afrique de l'Ouest est rapide (environ

3 %/an) et leur croissance économique soutenue (environ 5 %), ce qui suscite une hausse rapide des besoins en eau et énergie pour les ménages, les industries, mines et services, mais aussi pour l'agriculture. Or les gouvernements peinent à satisfaire cette demande globale et les Objectifs du Millénaire fixés pour l'eau potable n'ont pas été atteints, malgré des progrès conséquents. Moins de 2 % des surfaces cultivées sont irriguées et les réalisations hydroélectriques sont restées bien en deçà des potentialités de la région. Un peu moins de 45 % de la population ont accès à l'électricité, dont 40 % environ est fournie par les barrages.

## • Vers un retour des grands projets hydrauliques ?

Après une pause entre les années 1980 et 2000 suite aux plans d'ajustement structurel, des projets hydrauliques parfois anciens « ressortent des cartons ». Ce retour s'explique par la demande électrique qui explose et la demande alimentaire qui rendra l'irrigation nécessaire, mais aussi par des inondations devenues plus fréquentes qui nécessitent des aménagements. La baisse des dettes publiques redonne enfin des marges de manœuvre pour l'investissement. Alors que les pays occidentaux sont devenus réticents du fait du coût et des impacts sociaux et environnementaux des barrages, la Chine semble prête à financer et à réaliser de grands ouvrages.

Les grands aménagements hydro-agricoles ont été très décriés dans le passé à cause de leur faible retour sur investissement. Des progrès ont cependant été réalisés dans la vallée du fleuve Sénégal et à l'Office du Niger

(Mali) où les rendements augmentent et où la riziculture devient compétitive par rapport aux importations de riz asiatique. Les projets d'expansion des grands périmètres sont donc relancés.

Parallèlement, la petite irrigation privée continue son expansion : des centaines de milliers de petits paysans s'installent à proximité des rivières et des réservoirs ou creusent des puisards là où la nappe est accessible. Ils produisent des fruits et légumes en irrigant à la main ou à l'aide de petites motopompes bon marché. Les aquifères profonds sont très peu exploités, mais pourraient l'être dans les prochaines années avec le développement de l'électrification. La question de la régulation de leur usage pourrait alors se poser pour éviter leur surexploitation.

## • Un besoin de gouvernance accrue face aux risques

La situation environnementale et sanitaire du secteur de l'eau préoccupe les autorités et la société civile. D'un côté, les maladies hydriques impactent encore douloureusement les populations, notamment les diarrhées chroniques dues à l'insuffisance en eau potable et/ou en assainissement (qui concernent aussi les villes souvent sujettes aux coupures d'eau). De l'autre, les grandes zones humides, comme le delta intérieur du Niger, le lac Tchad, les vallées inondables, ont vu leurs surfaces fortement réduites et leur biodiversité très impactée. Les deltas maritimes, notamment ceux des fleuves Niger, Sénégal et Gambie, sont perturbés par la montée de l'océan, la régulation des fleuves par les grands barrages et les changements du climat, qui mettent en péril des écosystèmes fragiles.

La construction des barrages ou les aménagements hydrauliques ont généré un certain nombre de conflits transfrontaliers qui sont généralement restés de faible intensité, à l'exception de celui entre le Sénégal et la Maurita-

nie (entre 1989 et 1991) portant sur les terres irrigables du fleuve Sénégal. Aujourd'hui, le Ghana reproche au Burkina Faso ses 1500 petites retenues qui réduisent la production de ses grands barrages. Les projets d'aménagements mettent en alerte les pays riverains : le Nigéria, qui a pendant longtemps vendu son électricité peu cher au Niger pour éviter la construction d'un barrage en amont sur le fleuve s'inquiète du barrage de Kandadji. Le barrage de Fomi en Guinée aura un impact important sur le delta intérieur du Niger au Mali.

La construction de nouveaux barrages provoque des déplacements conflictuels des populations. Les conflits pour l'accès à la terre sont amplifiés dans les zones irrigables, dans la mesure où les Etats favorisent l'installation d'investisseurs privés nationaux et internationaux afin d'améliorer la production alimentaire, qui inquiètent et provoquent l'opposition des agriculteurs locaux et de leurs organisations. Les zones irriguées réduisent aussi les couloirs d'accès à l'eau pour les troupeaux, ce qui engendre des incidents, souvent violents, alors que les conflits pastoraux pour l'accès aux puits sont plutôt en baisse du fait de la mise en place d'instances de concertation.

Une amélioration de la gouvernance des ressources en eau va ainsi devenir impérative et elle devrait se traduire par un renforcement de la coopération internationale. Il existe plusieurs agences de bassin inter-Etats. Leur efficacité est très variable et leurs capacités pourraient être renforcées. Elles constituent néanmoins une base qui permet d'envisager des perspectives favorables pour le partage de l'eau des grands fleuves, l'anticipation des tensions et la résolution des conflits.

**Bruno Barbier, Alioune Kane,  
Bega Ouedraogo, Jean-Yves Jamin,  
Jean Christophe Poussin**